

**Assemblée générale**

Distr. générale
5 février 2013
Français
Original : espagnol

Soixante-septième session

Point 45 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)**Lettre datée du 31 janvier 2013, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué spécial sur la question des îles Malvinas, adopté par les chefs d'État et de gouvernement des pays ibéro-américains réunis à l'occasion du vingt-deuxième Sommet ibéro-américain, qui s'est tenu à Cadix (Espagne), les 16 et 17 novembre 2012 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 45 de l'ordre du jour, intitulé « Question des îles Falkland (Malvinas) ».

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Maria Cristina **Perceval**



**Annexe à la lettre datée du 31 janvier 2013 adressée
au Secrétaire général par la Représentante permanente
de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Vingt-deuxième Sommet des chefs d'État
et de gouvernement des pays ibéro-américains**

Communiqué spécial sur la question des îles Malvinas

Nous, chefs d'État et de gouvernement des pays ibéro-américains, réunis à Cadix (Espagne) à l'occasion du vingt-deuxième Sommet ibéro-américain :

Réaffirmons la nécessité pour les Gouvernements de la République d'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de reprendre, aussitôt que possible, les négociations en vue de trouver une solution rapide au différend de souveraineté concernant les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud ainsi que les espaces maritimes environnants, dans le cadre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des États américains, et dans le respect des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, y compris le principe de l'intégrité territoriale, et soulignons à ce propos, l'aspiration au dialogue que manifeste depuis toujours la République d'Argentine,

Rappelons, au sujet des activités unilatérales de prospection et d'exploitation de ressources renouvelables et non renouvelables auxquelles le Royaume-Uni se livre dans la zone en litige, les appels lancés au Royaume-Uni par la communauté internationale pour qu'il s'abstienne, conformément à la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation régnant dans les îles Malvinas, et qui n'apportent rien à la solution définitive du litige territorial,

Considérons que le renforcement de la présence militaire dans la zone en litige, non seulement constitue une violation de la résolution 31/49 susmentionnée, mais est de surcroît incompatible avec la recherche systématique d'un règlement pacifique du conflit territorial entre le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Soulignons à cet égard, les résolutions successives par lesquelles l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre sa mission de bons offices afin que reprennent les négociations visant à parvenir, dans les meilleurs délais, à une solution pacifique du conflit en question.